

CONCLUSIONS

On assiste à une mutation majeure de l'économie mondiale. La montée en puissance de pays – Chine, Inde, Brésil, pays producteurs de pétrole – dotés de leur dynamique propre crée un monde multipolaire dont l'émergence trouve bien ses racines dans la mondialisation des échanges imposés par les firmes américaines et européennes soucieuses de produire là où les coûts sont les plus bas, pour vendre ensuite sur les marchés des pays riches, de loin les plus profitables.

1. L'émergence de nouvelles puissances

Ce schéma économique repose sur le déficit commercial américain, la place du dollar dans les transactions internationales et les faibles coûts de production des pays transformés en ateliers (Chine) ou en bureaux (Inde) du monde. Cette situation se trouve, toutefois, en porte-à-faux avec les besoins d'investissement de ces pays et les aspirations économiques de leurs populations. L'élévation des salaires et du niveau de vie en a fait des marchés en soi, y compris pour leurs propres investisseurs. Les relations entre les pays occidentaux et les pays émergents se rééquilibrent. On le voit, par exemple, lorsque les firmes et les banques américaines doivent céder des parts croissantes de leurs actifs aux « fonds souverains » et aux investisseurs privés venus des pays émergents, ou doivent partager avec eux l'accès aux produits de base ou les marchés, en Afrique et en Amérique latine. Ce nouvel équilibre économique trouve aussi sa traduction politique dans l'exigence de ces pays de participer plus activement à la régulation de l'économie mondiale via un pouvoir accru au sein d'institutions comme le Conseil de sécurité de l'ONU, le FMI et la Banque mondiale.

De plus, rien ne laisse penser que la croissance des nouveaux acteurs de l'économie mondiale soit moins chaotique que celle de leurs prédécesseurs. Eux aussi, dotés de puissants moyens militaires, voudront défendre la sécurité de leurs approvisionnements énergétiques ou leurs parts de marché sur tous les continents. Dans le monde actuel, les gagnants de la mondialisation sont les puissances émergentes dotées d'une population importante et d'une croissance rapide. Elles sont aux prises, toutefois, avec des problèmes spécifiques. De larges segments de leurs populations sont encore pauvres et peu éduqués (populations rurales de l'Inde et de la Chine). Ensuite, leurs systèmes financiers sont peu transparents (Chine, Russie) et peu développés (Inde, Brésil). Cette situation freine leur intégration plus poussée dans l'économie mondiale et pourrait accroître les risques d'une crise financière mondiale. Enfin, la Russie est aujourd'hui confrontée à une population vieillissante et en mauvaise santé et la Chine connaîtra des problèmes démographiques d'ici une trentaine d'années. Toute la question est de savoir comment les BRICS (les puissances émergentes que sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et la République Sud-Africaine) vont compenser ces difficultés internes : il se pourrait bien qu'elles trouvent dans une certaine forme d'expansion militaire et stratégique une manière de s'affirmer en dépit des problèmes internes qui les affectent.

La manière dont ce changement des rapports de force sera géré jouera un rôle important dans l'évolution du système international. Cela devrait notamment se marquer dans la sphère des valeurs. Nous considérons en Occident que notre modèle de démocratie libérale et laïque constitue l'organisation politique ultime. La Chine présente un autre modèle, qui oppose à la libéralisation économique une autocratie politique durable. De plus, la diplomatie chinoise, fondée sur le principe de non-intervention, pourrait amener un recul par rapport aux gains acquis récemment dans la démocratisation des pays en développement. A l'ère de la

mondialisation et si l'influence des pays occidentaux devait décliner, on peut se demander si de nouvelles valeurs ne prendraient pas le dessus dans les institutions mondiales et dans le discours international. Arrêtons-nous un moment sur le débat concernant la puissance chinoise. Quelle est la nature de cette puissance ? Certes, nul ne conteste les réalisations de l'économie chinoise (seconde puissance économique au monde) et son impressionnante capacité militaire. Mais qu'en est-il du *soft power*, et du *global reach* chinois, pour prendre deux notions de la science politique américaine?

2. Réinventer la gouvernance mondiale

Une des réalisations les plus importantes de la dernière moitié du XX^{ème} siècle était l'élaboration et l'expansion d'un réseau de règles et d'institutions multilatérales comme l'ONU, le FMI et la Banque mondiale. Actuellement, une pression croissante est exercée sur ces institutions afin qu'elles se réforment, au risque sinon de devenir inutiles. Le G7 et le Conseil de sécurité de l'ONU traduisent de moins en moins les réalités géopolitiques modernes et risquent donc de se retrouver en marge des discussions stratégiques de notre siècle. En outre, il n'existe pas encore de véritable gouvernance mondiale. Il y a des lacunes dans ses mécanismes pour traiter des questions stratégiques importantes comme la migration. Des normes sont mises au point pour intervenir dans les crises humanitaires et dans les cas de non-respect flagrant des droits de la personne, mais elles ne sont pas acceptées universellement, leur application est sporadique et incohérente, et elles se heurtent à la souveraineté des Etats, qui demeure encore un principe fondamental d'ordonnement du système international, même s'il est en déclin. A part l'OMC, il n'y a pas d'institution internationale en place aujourd'hui disposant d'un poids suffisant pour persuader une superpuissance comme les Etats-Unis de se conformer à ses règles.

À l'origine de la gouvernance mondiale il y a en fait le constat d'un manque: il n'existe pas de gouvernance de la société internationale. La fin de la Guerre Froide a laissé un ordre mondial relâché, une société internationale en transition. Pour l'instant, le pouvoir de représentation du monde est conféré au Conseil de sécurité et la gestion des crises se fait par l'action individuelle, concertée ou collective des membres permanents du Conseil. Il est vrai que certains pays prennent des initiatives. Mais les objectifs de maintien de la paix et de la sécurité internationales ne sont pas toujours atteints et les contraintes du milieu social international ne cessent de s'accroître. Au reste, la brèche ouverte dans la structuration du monde ne peut être colmatée et la structuration elle-même renouvelée sans le recours à un jeu égal de l'autorité et de la liberté. La réforme des organisations internationales entreprise en vue d'une bonne gouvernance ne peut aboutir sans la mobilisation de toutes les ressources dont dispose l'humanité. Une gouvernance sans système est tout aussi aléatoire qu'un système sans gouvernance. Si, d'un côté, la gouvernance mondiale se met en place avec l'influence grandissante des mouvements écologistes et des enjeux environnementaux, de la globalisation économique et financière et de la naissance de la notion d'intervention humanitaire, et si, d'un autre côté, les aspirations à la démocratie manifestées à l'intérieur des États ne peuvent être satisfaites sans le corollaire d'une gouvernance mondiale démocratique, il est un impératif qui ne peut passer inaperçu: la responsabilité collective des pays du Nord. Cette responsabilité tient aux ressources et aux moyens de contrainte dont disposent ces États. Néanmoins, la légitimité de leur autorité et des décisions qu'ils prennent ne peut provenir que d'un assentiment mondial à la définition des problèmes globaux

L'état du monde « mondialisé » est une configuration nouvelle, qui ne se réduit pas à l'extension mondiale des rapports interétatiques régulés par une organisation internationale. Aujourd'hui « la terre est plate » pour reprendre la célèbre formule de Thomas Friedman. Selon

cet auteur, des forces de nature essentiellement économiques ont stimulé l'ouverture et la libre entreprise, débouchant sur un espace mondial où les cultures, les idées et les connaissances se croisent. Mais Friedman souligne aussi que trois milliards de gens vivent encore dans un « monde non plat », loin des technologies et des changements socio-économiques.

Si l'on considère maintenant la mondialisation comme un processus historique à long terme, on doit bien constater qu'elle s'est accompagnée de conflits de grande ampleur, dont une illustration est le « Grand jeu » en Asie centrale au XIX^{ème} siècle, à savoir la lutte d'influence entre la Russie et l'Angleterre pour le contrôle des ressources naturelles de la région. La mondialisation est loin d'être un long fleuve tranquille. Elle est marquée, de nos jours, par l'irruption d'un facteur nouveau, qui est de nature environnementale. Le changement climatique va influencer durablement le développement de la planète. Il va provoquer des déplacements de populations sous l'effet des perturbations climatiques qui vont affecter des régions entières (désertification, inondations). Ce serait une erreur de sous-estimer l'impact de ces grandes perturbations environnementales sur les échanges commerciaux internationaux.

Le monde plat selon Friedman est marqué par une convergence des modèles de développement et un système fonctionnant comme un « village global ». Les facteurs économiques sont le moteur de la mondialisation, mais ils ne sont pas les seuls. Les facteurs géopolitiques et culturels ont également un rôle déterminant. La mondialisation peut se heurter à des manifestations de nationalisme, à des infrastructures déficientes, à des replis identitaires, à des tensions sociales. Or il suffit que l'un de ces facteurs soit négatif pour que la dynamique de la mondialisation soit enrayée, ce qui peut déboucher sur des crises, voire des conflits. Parallèlement à la mondialisation il faut prévoir la récurrence de tensions de nature géopolitique. Elles trouvent leur origine dans une augmentation de la demande de matières premières et d'hydrocarbures, dans les problèmes d'accès à l'eau, et dans l'instabilité chronique des régions comme le Golfe persique et l'Asie centrale.

Plutôt que de parler de monde plat, ne devrait-on parler plutôt de monde « apolaire » par opposition à multipolaire ? Le monde d'aujourd'hui est dominé non pas par une ou deux grandes puissances mais il est influencé par des dizaines d'acteurs étatiques et non étatiques, exerçant des pouvoirs multiples. Trois facteurs ont provoqué cet état de choses. D'une part, il y a la place grandissante occupée par les Etats émergents. Ensuite, il y a le phénomène de la mondialisation, qui a fait surgir une multitude d'acteurs non-étatiques. Enfin, il y a le déclin relatif des Etats-Unis. Si cette thèse d'un monde non-polaire se vérifie, on doit alors reconnaître qu'elle rendra d'autant plus indispensable un multilatéralisme efficace, pour reprendre les termes de la « Stratégie européenne de sécurité ». En ce siècle de la « puissance relative », pour citer un politologue français, le multilatéralisme devra être refondé pour inclure les nouvelles formes de coopération internationale. Aujourd'hui les institutions de gouvernance globale se sont développées au-delà de l'ONU. Du G7 aux Etats parties à l'Accord de Paris et des ONG de défense des droits de l'homme ou de protection de l'environnement à l'ASEAN, le paysage multilatéral s'est complexifié. Dans ce cadre, l'ASEAN (et des institutions similaires) relève plus d'une forme de panrégionalisme, où l'identité et la culture sont plus importants que l'intégration économique. La solution au problème de la gouvernance mondiale réside peut-être dans un système diversifié, où chaque institution se comporte en contre-pouvoir vis-à-vis des autres. Mais comment alors établir davantage de coordination entre instances ? Comment articuler les différents niveaux d'intervention dans un monde non-polaire ?

Le système international aujourd'hui est en transition, en déconstruction, et sous l'effet de la mondialisation, on assiste à une « désoccidentalisation » des relations internationales. Les Occidentaux ont perdu le monopole des affaires du monde (ce qui ne veut pas dire, toutefois, qu'ils aient perdu la puissance). Du fait de la mondialisation, on observe un double phénomène. D'une part, la majorité des flux sont transnationaux, en-dehors du contrôle des Etats, ce qui aboutit à diluer l'influence qu'exerçaient traditionnellement les Etats. D'autre part, le système

apolaire et l'intégration des puissances émergentes dans l'économie mondiale aboutit à une « dépoliarisation » progressive de l'économie mondiale jusque-là dominée par les échanges Nord-Sud. Enfin, la mondialisation renforce la capacité des acteurs non-étatiques et ôte aux Etats le monopole de la puissance. Elle renforce la nécessité d'une concertation multilatérale en éloignant les prises de décision unilatérales.

Du fait de la mondialisation, les grands enjeux internationaux sont aujourd'hui des enjeux sociaux (comment gérer la planète ?). La sécurité alimentaire, environnementale, sanitaire, économique, est plus importante pour la stabilité du système mondial que les grandes questions politico-stratégiques. La mondialisation se caractérise par l'abolition de la distance, ce qui se traduit par une forme d'inclusion puisque tous les êtres humains sont dans un monde unique, caractérisé par l'interdépendance et la mobilité. Par interdépendance il faut comprendre que tout le monde dépend de tout le monde : la paix mondiale dépend de la paix au Moyen-Orient, enrayer le sida en Europe n'a de sens que si on l'enraye en Afrique, etc. Il en ressort que la gouvernance globale doit aujourd'hui se doter d'institutions capables de gérer les biens communs de l'humanité.

Terminons sur un constat. La mondialisation a introduit une dimension nouvelle dans la conduite de la politique étrangère. Parmi ces changements, celui du rapport à l'Autre paraît un des plus importants. Il n'est plus possible de rejeter ou d'ignorer cet Autre qui n'est plus l'étranger mais notre voisin dans le « village global » planétaire. Le monde étant devenu plus petit, l'espace plus restreint, il faut désormais apprendre à coexister, dans le respect de la liberté d'autrui. Au fond, la mondialisation nous conduit à ce qu'un auteur a joliment défini comme un « vivre-ensemble planétaire ». C'est notre horizon indépassable.

Raoul Delcorde, Ambassadeur (hon) de Belgique, membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer.